C. Mesures concernant le choléra.

Article 27. Les navires *infectés de choléra* sont soumis au régime suivant:

1° visite médicale:

2° les malades sont immédiatement débarqués et isolés:

3° les autres personnes peuvent être également débarquées et soumises, à dater de l'arrivée du navire, à une observation ou à une surveillance dont la durée variera, selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours; à la condition que ce délai ne soit pas dépassé, l'autorité sanitaire peut procéder à l'examen bactériologique dans la mesure nécessaire;

4° le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui, de l'avis de l'aurité sanitaire du port, sont considérés comme contaminés, sont désinfectés;

5° les parties du navire qui ont été habitées par les malades attaints de choléra ou qui sont considérées par l'autorité sanitaire comme contaminées, sont désinfectées;

6° lorsque l'eau potable emmagasinée à bord est considérée comme suspecte, elle est déversée après désinfection et remplacée, s'il y a lieu, par une eau de bonne qualité.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement dans les ports de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

Il peut être interdit de laisser s'écouler ou de jeter dans les eaux du port des déjections humaines ainsi que les eaux résiduaires du navire, à moins de désinfection préalable.

Article 28. Les navires *suspects de choléra* sont soumis aux mesures qui sont prescrites sous les numéros 1, 4, 5 et 6 de l'article 27.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à dater de l'arrivée du navire. Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

A la condition que les mesures prévues dans l'alinéa précédent ne soient pas aggravées, l'autorité sanitaire peut procéder à l'examen bactériologique dans la mesure nécessaire.

C. Maßnahmen, betreffend die Cholera.

Artikel 27. Choleraverseuchte Schiffe unterliegen folgenden Bestimmungen:

1. ärztliche Untersuchung;
2. die Kranken werden sofort ausgeschifft und abgesondert;
3. die übrigen Personen können gleichfalls ausgeschifft und vom Tage der Ankunft des Schiffes an einer Beobachtung oder Überwachung unterworfen werden, deren Dauer sich nach dem Gesundheitszustande des Schiffes und nach dem Tage des letzten Krankheitsfalls richtet, indessen fünf Tage nicht überschreiten soll; unter der Bedingung, daß dieser Zeitraum nicht überschritten wird, kann die Gesundheitsbehörde in dem nötigen Umfang eine bakteriologische Untersuchung vornehmen;
4. die schmutzige Wäsche, die Bekleidungsgegenstände des täglichen Gebrauchs und die sonstigen Sachen der Schiffsbesatzung und der Reisenden, welche nach Ansicht der Hafengesundheitsbehörde als verseucht zu erachten sind, werden desinfiziert;
5. die Teile des Schiffes, welche von Cholerakranken bewohnt gewesen sind oder welche von der Gesundheitsbehörde als verseucht erachtet werden, werden desinfiziert;
6. wenn das an Bord vorrätige Trinkwasser als verdächtig erachtet wird, wird es desinfiziert, ausgegossen und, falls angängig, durch Wasser von guter Beschaffenheit ersetzt.

Die Gesundheitsbehörde kann verbieten, daß Ballastwasser (water-ballast), welches in einem verseuchten Hafen eingenommen worden ist, ohne vorherige Desinfektion in die Häfen ausgegossen wird.

Es kann untersagt werden, menschliche Entleerungen, ebenso wie Abwässer des Schiffes ohne vorherige Desinfektion in das Hafenwasser gelangen zu lassen oder auszuschütten.

Artikel 28. Choleraverdächtige Schiffe unterliegen den unter Nummer 1, 4, 5 und 6 des Artikels 27 vorgeschriebenen Maßregeln.

Die Schiffsbesatzung und die Reisenden können einer höchstens fünftägigen Überwachung, vom Tage der Ankunft des Schiffes an, unterworfen werden. Es empfiehlt sich, während der gleichen Zeit das Anlandgehen der Schiffsbesatzung zu verhindern, es sei denn, daß dienstliche Gründe es notwendig machen.

Die Gesundheitsbehörde kann unter der Bedingung, daß dadurch die im vorhergehenden Absatz vorgesehenen Maßnahmen nicht verschärft werden, in dem nötigen Umfang eine bakteriologische Untersuchung vornehmen.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement, dans les ports, de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

Article 29. Les navires *indemnes de choléra* sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que puisse prescrire à leur sujet l'autorité du port d'arrivée consiste dans les mesures prévues aux numéros 1, 4 et 6 de l'article 27.

L'autorité sanitaire peut interdire le déversement dans les ports de l'eau de lest (water-ballast) si elle a été puisée dans un port contaminé, à moins qu'elle n'ait été préalablement désinfectée.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé d'empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

L'autorité compétente du port d'arrivée peut toujours réclamer sous serment un certificat du médecin du bord ou, à son défaut, du capitaine, attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire depuis le départ.

D. Mesures concernant la fièvre jaune.

Article 30. Les navires *infectés de fièvre jaune* sont soumis au régime suivant:

1° visite médicale;

2° les malades sont débarqués dans des conditions les mettant à l'abri des piqûres des moustiques, et dûment isolés;

3° les autres personnes peuvent être également débarquées et soumises, à dater de l'arrivée, à une observation ou surveillance qui ne dépassera pas six jours;

4° les navires doivent mouiller, autant que possible, à 200 mètres de la côte;

5° si possible, il est procédé à bord à l'extermination des moustiques, avant le déchargement des marchandises. Si cela n'est pas possible, on prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que le personnel employé au déchargement ne soit infecté. Ce personnel est soumis à une surveillance qui ne peut pas dépasser six jours, à dater du moment où il a cessé de travailler à bord.

Die Gesundheitsbehörde kann verbieten, daß Ballastwasser (water-ballast), welches in einem verseuchten Hafen eingenommen worden ist, ohne vorherige Desinfektion in die Häfen ausgegossen wird.

Artikel 29. Cholerareine Schiffe werden sofort zum freien Verkehre zugelassen, wie auch immer ihr Gesundheitspaß lauten mag.

Die einzigen Bestimmungen, welche die Behörde des Ankunftshafens ihnen gegenüber treffen kann, bestehen in den unter Nummer 1, 4 und 6 des Artikels 27 vorgeschriebenen Maßnahmen.

Die Gesundheitsbehörde kann verbieten, daß Ballastwasser (water-ballast), welches in einem verseuchten Hafen eingenommen worden ist, ohne vorherige Desinfektion in die Häfen ausgegossen wird.

Die Schiffsbesatzung und die Reisenden können hinsichtlich ihres Gesundheitszustandes einer höchstens fünftägigen Überwachung unterworfen werden, die von dem Tage an zu berechnen ist, an dem das Schiff den verseuchten Hafen verlassen hat.

Es empfiehlt sich, während der gleichen Zeit, das Anlandgehen der Schiffsbesatzung zu verhindern, es sei denn, daß dienstliche Gründe es notwendig machen.

Die zuständige Behörde des Ankunftshafens kann stets von dem Schiffsarzt oder, falls ein solcher nicht vorhanden ist, von dem Kapitän eine Bescheinigung unter Eid darüber verlangen, daß auf dem Schiffe seit der Abfahrt ein Cholerafall nicht vorgekommen ist.

D. Maßnahmen, betreffend das Gelbfieber.

Artikel 30. Gelbfieberverseuchte Schiffe unterliegen folgenden Bestimmungen:

1. ärztliche Untersuchung;
2. die Kranken werden ausgeschifft, und zwar so, daß sie vor den Stichen der Stechmücken geschützt sind, und werden vorschriftsmäßig abgesondert;
3. die übrigen Personen können gleichfalls ausgeschifft und einer höchstens sechstägigen Beobachtung oder Überwachung, gerechnet vom Tage der Ankunft an, unterworfen werden;
4. die Schiffe müssen, wenn irgendmöglich, 200 Meter von der Küste vor Anker gehen;
5. wenn möglich, wird vor Ausladung der Waren, an Bord eine Vertilgung der Stechmücken vorgenommen. Ist dies nicht möglich, so sollen alle notwendigen Maßnahmen getroffen werden, um eine Ansteckung des zum Ausladen verwendeten Personals zu verhüten. Dieses Personal unterliegt einer höchstens sechstägigen Überwachung, gerechnet von dem Zeitpunkt an, seitdem es aufgehört hat, an Bord zu arbeiten.

Article 31. Les navires *suspects de fièvre jaune* sont soumis aux mesures qui sont indiquées sous les numéros 1, 4 et 5 de l'article précédent.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à dater de l'arrivée du navire.

Article 32. Les navires *indemnes de fièvre jaune* sont admis à la libre pratique immédiate, après la visite médicale, quelle que soit la nature de leur patente.

Article 33. Les mesures prévues dans les articles 30 et 31 ne concernent que les pays où il existe des *stegomya.* Dans les autres pays, elles sont appliquées dans la mesure jugée nécessaire par l'autorité sanitaire.

E. Dispositions communes aux trois maladies.

Article 34. L'autorité compétente tiendra compte pour l'application des mesures indiquées dans les articles 22 à 33, de la présence d'un médecin et d'appareils de désinfection (étuves) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

En ce qui concerne la peste, elle aura égard également à l'installation à bord d'appareils de destruction des rats.

Les autorités sanitaires des États auxquels il conviendrait de s'entendre sur ce point, pourront dispenser de la visite médicale et d'autres mesures les navires indemnes qui auraient à bord un médecin spécialement commissionné par leur pays.

Article 35. Des mesures spéciales, notamment, pour ce qui concerne le choléra, l'examen bactériologique, peuvent être prescrites à l'égard de tout navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène ou des navires encombrés.

Article 36. Tout navire qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port en vertu des stipulations de la présente Convention est libre de reprendre la mer.

Il peut être autorisé à débarquer ses marchandises après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir:

1° isolement du navire, de l'équipage et des passagers;

2° en ce qui concerne la peste, demande de renseignements relatif à l'existence d'une mortalité insolite parmi les rats;

Artikel 31. Gelbfieberverdächtige Schiffe unterliegen den unter Nummer 1, 4 und 5 des vorhergehenden Artikels angegebenen Maßnahmen.

Außerdem können die Besatzung und die Reisenden einer höchstens sechstägigen Überwachung, gerechnet vom Tage der Ankunft des Schiffes an, unterworfen werden.

Artikel 32. Gelbfieberreine Schiffe werden nach erfolgter ärztlicher Untersuchung sofort zum freien Verkehre zugelassen, wie auch immer ihr Gesundheitspaß lauten mag.

Artikel 33. Die im Artikel 30 und 31 vorgesehenen Maßnahmen kommen nur für die Länder in Betracht, in denen die stegomya vorkommt. In den übrigen Ländern werden sie in dem Umfang angewendet, den die Gesundheitsbehörde für notwendig erachtet.

E. Bestimmungen, die für die drei Krankheiten gemeinsam sind.

Artikel 34. Wenn sich an Bord der vorher bezeichneten drei Gruppen von Schiffen ein Arzt und Desinfektionsapparate (Dampfkasten) befinden, wird die zuständige Behörde diesen Umstand bei Anwendung der im Artikel 22 bis 33 angeführten Maßregeln in Rechnung ziehen.

Ebenso wird sie hinsichtlich der Pest die Aufstellung von Apparaten an Bord zur Vernichtung der Ratten berücksichtigen.

Die Gesundheitsbehörden der Staaten, welche sich hierüber etwa verständigen werden, können die ärztliche Untersuchung und andere Maßnahmen denjenigen reinen Schiffen erlassen, welche einen von ihrem Lande besonders anerkannten Arzt an Bord haben.

Artikel 35. Besondere Maßregeln, namentlich, soweit Cholera in Betracht kommt, bakteriologische Untersuchungen, können für jedes Schiff, das schlechte Gesundheitsbedingungen aufweist, oder für stark besetzte Schiffe vorgeschrieben werden.

Artikel 36. Jedem Schiffe, welches sich den ihm von der Hafenbehörde auf Grund der Bestimmungen der gegenwärtigen Übereinkunft auferlegten Verpflichtungen nicht unterziehen will, steht es frei, wieder in See zu gehen.

Es kann die Erlaubnis erhalten, seine Waren zu löschen, nachdem die erforderlichen Vorsichtsmaßregeln getroffen worden sind, nämlich:

1. Absonderung des Schiffes, der Schiffsbesatzung und der Reisenden;
2. wenn es sich um Pest handelt, die Einforderung von Auskunft über ungewöhnliches Rattensterben;

3° en ce qui concerne le choléra, remplacement, par une eau de bonne qualité, de l'eau potable emmagasinée à bord, lorsque celle-ci est considérée comme suspecte.

Il peut également être autorisé à débarquer les passagers qui en font la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

Article 37. Les navires d'une provenance contaminée qui ont été l'objet de mesures sanitaires appliquées, d'une façon suffisante, dans un port appartenant à l'un des pays contractants, ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un port nouveau, que celui-ci appartienne ou non au même pays, à la condition qu'il ne se soit produit depuis lors aucun incident entraînant l'application des mesures sanitaires prévues ci-dessus et qu'ils n'aient pas fait escale dans un port contaminé.

N'est pas considéré comme ayant fait escale dans un port le navire qui, sans avoir été en communication avec la terre ferme, débarque seulement des passagers et leurs bagages ainsi que la malle postale, ou embarque seulement la malle postale ou des passagers, munis ou non de bagages, et qui n'ont pas communiqué avec ce port ni avec une circonscription contaminée. S'il s'agit de fièvre jaune, le navire doit, en outre, s'être tenu éloigné des côtes autant que possible et au moins à 200 mètres pour empêcher l'invasion des moustiques.

Article 38. L'autorité du port qui applique des mesures sanitaires délivre au capitaine, à l'armateur ou à son agent, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat spécifiant la nature des mesures et les raisons pour lesquelles elles ont été appliquées.

Article 39. Les passagers arrivés par un navire infecté ont la faculté de réclamer de l'autorité sanitaire du port un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles ils ont été soumis, ainsi que leurs bagages.

Article 40. Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

Article 41. Les Gouvernements des États riverains d'un même mer peuvent, en tenant compte de leurs situations spéciales et pour rendre plus efficace et moins gênante l'aplication des mesures sanitaires prévues par la Convention, conclure entre eux des accords particuliers.

3. wenn es sich um Cholera handelt, Ersatz des an Bord vorrätigen Trinkwassers, sofern dieses für verdächtig erachtet wird, durch Wasser von guter Beschaffenheit.

Ebenso kann dem Schiffe gestattet werden, Reisende, welche es wünschen, an Land zu setzen, unter der Bedingung, daß sie sich den von der Ortsbehörde vorgeschriebenen Maßnahmen unterziehen.

Artikel 37. Schiffe verseuchter Herkunft, welche in ausreichender Weise in einem Hafen eines der vertragschließenden Länder den gesundheitspolizeilichen Maßnahmen unterworfen worden sind, unterliegen bei ihrer Ankunft in einem neuen Hafen, gleichviel ob dieser demselben Lande angehört oder nicht, diesen Maßnahmen nicht wieder, vorausgesetzt, daß seitdem kein Umstand eingetreten ist, der die Anwendung der vorerwähnten Sanitätsmaßnahmen nach sich zieht, und kein verseuchter Hafen angelaufen worden ist.

Falls ein Schiff, ohne mit dem festen Lande in Verbindung gewesen zu sein, lediglich Reisende und ihr Gepäck oder die Post ausschifft, oder nur die Post oder solche Reisende mit oder ohne Gepäck einschifft, die weder mit diesem Hafen noch mit einem verseuchten Bezirk in Verbindung gestanden haben, wird es so angesehen, als ob es den Hafen nicht angelaufen hätte. Hierbei muß, wenn es sich um Gelbfieber handelt, das Schiff sich außerdem, um das Eindringen der Stechmücken zu verhüten, soweit als möglich, mindestens jedoch 200 Meter von der Küste entfernt gehalten haben.

Artikel 38. Die Hafenbehörde, welche die Gesundheitsmaßnahmen auszuführen hat, erteilt dem Kapitän, dem Schiffseigner oder seinem Agenten auf Verlangen eine Bescheinigung über die Art der Maßnahmen und über die Gründe, aus denen sie angewendet worden sind.

Artikel 39. Die auf einem verseuchten Schiffe angekommenen Reisenden können von der Hafengesundheitsbehörde eine Bescheinigung über den Tag ihrer Ankunft und die Maßnahmen verlangen, denen sie und ihr Gepäck unterworfen worden sind.

Artikel 40. Küstenfahrzeuge unterliegen besonderen, zwischen den beteiligten Ländern zu vereinbarenden Bestimmungen.

Artikel 41. Die Regierungen solcher Staaten, die an demselben Meere gelegen sind, können unter Berücksichtigung ihrer besonderen Lage und um die Anwendung der in der Übereinkunft vorgesehenen Gesundheitsmaßnahmen wirksamer und weniger störend zu gestalten, unter sich Sonderabkommen treffen.

Article 42. Il est désirable que le nombre des ports pourvus d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire, soit, pour chaque Etat, en rapport avec l'importance du trafic et de la navigation. Toutefois, sans préjudice du droit qu'ont les Gouvernements de se mettre d'accord pour organiser des stations sanitaires communes, chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers de cette organisation et de cet outillage.

En outre, il est recommandé que tous le grands ports de navigation maritime soient outillés de telle façon qu'au moins les navires indemnes puissent y subir, dès leur arrivée, les mesures sanitaires prescrites et ne soient pas envoyés, à cet effet, dans un autre port.

Les Gouvernements feront connaître les ports qui sont ouverts chez eux aux provenances de ports contaminés de peste, de choléra ou de fièvre jaune et, en particulier, ceux qui sont ouverts aux navires infectés et suspects.

Article 43. Il est recommandé que, dans les grands ports de navigation maritime, il soit établi:

a) un service médical régulier du port et une surveillance médicale permanente de l'état sanitaire des équipages et de la population du port;
b) un matériel pour le transport de malades et des locaux appropriés à leur isolement ainsi qu'à l'observation des personnes suspectes;
c) les installations nécessaires à une désinfection efficace et des laboratoires bactériologiques;
d) un service d'eau potable non suspecte à l'usage du port et l'application d'un système présentant toute la sécurité possible pour l'enlèvement de déchets et ordures.

Article 44. Il est également recommandé aux Etats contractants de tenir comte, dans le traitement à appliquer aux provenances d'un pays, des mesures que ce dernier a prises pour combattre les maladies infectieuses et pour en empêcher l'exportation.

Section IV. — Mesures aux frontières de terre. Voyageurs. Chemins de fer. Zones frontières. Voies fluviales.

Article 45. Il ne doit pas être établi de quarantaines terrestres.

Seules, les personnes présentant des symptômes de peste, de choléra ou de fièvre jaune peuvent être retenues aux frontières.

Artikel 42. Es ist wünschenswert, daß die Zahl derjenigen Häfen, welche mit ausreichender Einrichtung und Ausrüstung versehen sind, um Schiffe, ohne Rücksicht auf ihren Gesundheitszustand, aufnehmen zu können, in jedem Staate im richtigen Verhältnis zu der Bedeutung von Handel und Schiffahrt steht. Jedenfalls soll, unbeschadet des Rechtes der Regierungen, sich wegen Schaffung gemeinsamer Sanitätsstationen ins Einvernehmen zu setzen, jedes Land wenigstens einen Hafen an der Küste jedes seiner Meere mit einer solchen Einrichtung und Ausrüstung versehen.

Außerdem empfiehlt es sich, daß alle großen Häfen mit überseeischem Verkehre so ausgerüstet sind, daß wenigstens die reinen Schiffe gleich bei ihrer Ankunft den vorgeschriebenen gesundheitspolizeilichen Maßnahmen unterzogen werden können und zu diesem Zwecke nicht an einen anderen Hafen verwiesen zu werden brauchen.

Die Regierungen werden die Häfen bekanntgeben, die bei ihnen für Herkünfte aus pest-, cholera- oder gelbfieberverseuchten Häfen offen sind und insbesondere diejenigen, welche für verseuchte und verdächtige Schiffe offen sind.

Artikel 43. Es empfiehlt sich, in den großen Häfen mit überseeischem Verkehr einzurichten:

a) einen regelmäßigen Hafengesundheitsdienst und eine ständige ärztliche Überwachung des Gesundheitszustandes der Schiffsbesatzungen und der Hafenbevölkerung;
b) Geräte für die Beförderung der Kranken und geeignete Räume zu ihrer Absonderung sowie zur Beobachtung der verdächtigen Personen;
c) die notwendigen Vorrichtungen zur wirksamen Desinfektion und bakteriologische Laboratorien;
d) die Versorgung des Hafens mit unverdächtigem Trinkwasser und die Anwendung eines möglichste Sicherheit gewährenden Systems zur Fortschaffung der Abgänge und des Unrats.

Artikel 44. Den vertragschließenden Staaten wird ferner empfohlen, bei der Behandlung der Herkünfte eines Landes den Maßnahmen Rechnung zu tragen, welche dieses zur Bekämpfung der ansteckenden Krankheiten und zur Verhinderung ihrer Verschleppung ergriffen hat.

Abschnitt IV. Maßnahmen an den Landgrenzen. Reisende. Eisenbahnen. Grenzbezirke. Wasserwege.

Artikel 45. Landquarantänen dürfen nicht verhängt werden.

Nur solche Personen, die Merkmale von Pest, Cholera oder Gelbfieber aufweisen, können an den Grenzen zurückgehalten werden.

Ce principe n'exclut pas le droit, pour chaque État, de fermer au besoin une partie de ses frontières.

Article 46. Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

Article 47. L'intervention médicale se borne à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades. Si cette visite se fait, elle est combinée, autant que possible, avec la visite douanière, de manière que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible. Les personnes visiblement indisposées sont seules soumises à un examen médical approfondi.

Article 48. Dès que les voyageurs venant d'un endroit contaminé seront arrivés à destination, il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance qui ne devrait pas dépasser, à compter de la date du départ, cinq jours s'il s'agit de peste ou de choléra et six jours s'il s'agit de fièvre jaune.

Article 49. Les Gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment des bohémiens et des vagabonds, ainsi que des émigrants et des personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

Article 50. Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive qu'une de ces voitures soit contaminée ou ait été occupée par un malade atteint de peste ou de choléra, elle sera détachée du train pour être désinfectée le plus tôt possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

Article 51. Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des administrations intéressées. Elles sont combinées de façon à ne pas entraver le service.

Article 52. Le règlement du trafic frontière et des questions inhérentes à ce trafic, ainsi que l'adoption des mesures exceptionnelles de surveillance, doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les États limitrophes.

Article 53. Il appartient aux Gouvernements des États riverains de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

Dieser Grundsatz schließt nicht das Recht jedes Staates aus, nötigenfalls einen Teil seiner Grenzen zu sperren.

Artikel 46. Es ist von Wichtigkeit, daß die Reisenden auf ihren Gesundheitszustand hin einer Überwachung durch das Eisenbahnpersonal unterzogen werden.

Artikel 47. Das ärztliche Eingreifen beschränkt sich auf eine Untersuchung der Reisenden und die Fürsorge für die Kranken. Findet diese Untersuchung statt, so wird sie tunlichst mit der Zollrevision verbunden, damit die Reisenden so wenig wie möglich aufgehalten werden. Nur die Personen, welche sich sichtlich unwohl fühlen, werden einer eingehenden ärztlichen Untersuchung unterzogen.

Artikel 48. Es wird von größtem Nutzen sein, die aus einem verseuchten Orte kommenden Reisenden alsbald nach ihrer Ankunft am Bestimmungsort einer Überwachung zu unterwerfen, welche, von dem Tage der Abreise an gerechnet, wenn es sich um Pest oder Cholera handelt, fünf Tage, und, wenn es sich um Gelbfieber handelt, sechs Tage nicht übersteigen soll.

Artikel 49. Die Regierungen behalten sich das Recht vor, besondere Maßregeln für gewisse Arten von Personen zu treffen, namentlich für Zigeuner und Vagabunden, sowie für Auswanderer und solche Personen, welche truppweise reisen oder die Genze überschreiten.

Artikel 50. Die zur Beförderung der Reisenden, der Post und des Reisegepäcks dienenden Wagen können an der Grenze nicht zurückgehalten werden.

Wenn ein solcher Wagen verseucht oder von einem Pest- oder Cholerakranken benutzt worden ist, wird er zur möglichst schleunigen Desinfektion vom Zuge abgehängt.

Ebenso ist mit den Güterwagen zu verfahren.

Artikel 51. Die bezüglich des Grenzüberganges für das Eisenbahn- und Postpersonal zu treffenden Maßregeln sind Sache der beteiligten Verwaltungen. Sie werden so gefaßt, daß sie den regelmäßigen Dienst nicht stören.

Artikel 52. Die Regelung des Grenzverkehrs und der damit zusammenhängenden Fragen sowie die Anordnung außerordentlicher Überwachungsmaßnahmen bleiben besonderen Vereinbarungen zwischen den aneinander grenzenden Staaten überlassen.

Artikel 53. Der Erlaß gesundheitspolizeilicher Bestimmungen für die Flußläufe bleibt besonderen Vereinbarungen zwischen den Regierungen der Uferstaaten überlassen.

Titre II.

Dispositions spéciales aux pays d'orient et d'extrême-orient.

Section I. — Mesures dans les ports contaminés au départ des navires.

Article 54. Toute personne, y compris les gens de l'équipage, prenant passage à bord d'un navire doit être, au moment de l'embarquement, examinée individuellement, de jour, à terre, pendant le temps nécessaire, par un médecin délégué de l'autorité publique. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette visite.

Par dérogation à cette stipulation, à Alexandrie et à Port-Saïd, la visite médicale peut avoir lieu à bord, quand l'autorité sanitaire locale le juge utile, sous la réserve que les passagers de 3e classe ne seront plus ensuite autorisés à quitter le bord. Cette visite médicale peut être faite de nuit pour les passagers de 1re et de 2e classes, mais non pour les passagers de 3e classe.

Section II. — Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports du Nord contaminés et se présentant à l'entrée du Canal de Suez ou dans les ports égyptiens.

Article 55. Les navires ordinaires *indemnes* venant d'un port, contaminé de peste ou de choléra, d'Europe ou du bassin de la Méditerranée, et se présentant pour passer le Canal de Suez, obtiennent le passage en quarantaine. Ils continuent leur trajet en observation de cinq jours.

Article 56. Les navires ordinaires indemnes, qui veulent aborder en Égypte, peuvent s'arrêter à Alexandrie ou à Port-Saïd, où les passagers achèveront le temps de l'observation de cinq jours, soit à bord, soit dans une station sanitaire, selon la décision de l'autorité sanitaire locale.

Article 57. Les mesures auxquelles seront soumis les navires *infectés* et *suspects*, venant d'un port, contaminé de peste ou de choléra, d'Europe ou des rives de la Méditerranée, et désirant aborder dans un des ports d'Égypte ou passer le Canal de Suez, seront déterminées par le Conseil sanitaire d'Égypte, conformément aux stipulations de la présente Convention.

Les règlements contenant ces mesures devront, pour devenir exécutoires, être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil; ils

Titel II.

Sonderbestimmungen für die Länder des Orients und des äußersten Ostens.

Abschnitt I. Maßnahmen in den verseuchten Häfen bei Abfahrt der Schiffe.

Artikel 54. Jede auf einem Schiffe Überfahrt nehmende Person, mit Einschluß der Schiffsbesatzung, muß bei Tage und am Lande unmittelbar vor der Einschiffung während der dazu nötigen Zeit durch einen von der öffentlichen Behörde bestellten Arzt einzeln untersucht werden. Die für das Schiff zuständige Konsularbehörde kann dieser Untersuchung beiwohnen.

Abweichend von dieser Vorschrift kann in Alexandrien und in Port Said die ärztliche Untersuchung, falls die örtliche Gesundheitsbehörde dies für nützlich erachtet, unter der Bedingung an Bord vorgenommen werden, daß den Reisenden dritter Klasse nicht erlaubt wird, nachher das Schiff zu verlassen. Diese ärztliche Untersuchung kann bei Reisenden erster und zweiter Klasse, jedoch nicht bei denen dritter Klasse, bei Nacht vorgenommen werden.

Abschnitt II. Maßnahmen hinsichtlich der gewöhnlichen, aus verseuchten Häfen des Nordens kommenden Schiffe, welche an der Einfahrt in den Suezkanal oder in egyptischen Häfen eintreffen.

Artikel 55. Gewöhnliche reine Schiffe, welche aus einem pest- oder choleraverseuchten Hafen Europas oder des Mittelländischen Meeres kommen und den Suezkanal durchfahren wollen, werden zur Durchfahrt in Quarantäne zugelassen. Sie setzen ihre Fahrt unter der fünftägigen Beobachtung fort.

Artikel 56. Gewöhnliche reine Schiffe, welche in Egypten anlegen wollen, können in Alexandrien oder in Port Said anhalten, wo die Reisenden nach Bestimmung der örtlichen Gesundheitsbehörde die fünftägige Beobachtungszeit entweder an Bord oder in einer Sanitätsstation vollenden.

Artikel 57. Für diejenigen verseuchten und verdächtigen Schiffe, welche aus einem pest- oder choleraverseuchten Hafen Europas oder der Ufer des Mittelländischen Meeres kommen und in einem der egyptischen Häfen anlegen oder den Suezkanal durchfahren wollen, werden die Maßregeln von dem Gesundheitsrat in Egypten entsprechend den Bestimmungen der gegenwärtigen Übereinkunft festgesetzt.

Die diese Maßregeln enthaltenden Bestimmungen müssen, um vollstreckbar zu werden, von den verschiedenen im Gesundheitsrate vertretenen Mächten ange-

fixeront le régime imposé aux navires, aux passagers et aux marchandises et devront être présentés dans le plus bref délai possible.

Section III. — Mesures dans la Mer Rouge.

A. Mesures à l'égard des navires ordinaires venant du Sud, se présentant dans les ports de la Mer Rouge ou allant vers la Méditerranee.

Article 58. Indépendamment des dispositions générales qui font l'objet de la section III du chapitre 2 du titre I, concernant la classification et le régime des navires infectés, suspects ou indemnes, les prescriptions spéciales, contenues dans les articles ci-après, sont applicables aux navires ordinaires venant du Sud et entrant dans la Mer Rouge.

Article 59. Les navires *indemnes* devront avoir complété ou auront à compléter, en observation, cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé.

Ils auront la faculté de passer le Canal de Suez en quarantaine et entreront dans la Méditerranée en continuant l'observation susdite de cinq jours. Les navires ayant un médecin et une étuve ne subiront pas la désinfection avant le transit en quarantaine.

Article 60. Les navires *suspects* sont traités d'une façon différente suivant qu'ils ont ou qu'ils n'ont pas à bord un médecin et un appareil de désinfection (étuve).

a) Les navires, ayant un médecin et un appareil de désinfection (étuve), remplissant les conditions voulues, sont admis à passer le Canal de Suez en quarantaine dans les conditions du règlement pour le transit.

b) Les autres navires suspects, n'ayant ni médecin ni appareil de désinfection (étuve), sont, avant d'être admis à transiter en quarantaine, retenus à Suez ou aux Sources de Moïse pendant le temps nécessaire pour exécuter les mesures de désinfection prescrites et s'assurer de l'état sanitaire du navire.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si l'autorité locale a l'assurance, par une constatation officielle, que les mesures d'assainissement et de désinfection ont

nommen werden; sie regeln die Behandlung der Schiffe, Reisenden und Waren und sollen in möglichst kurzer Frist vorgelegt werden.

Abschnitt III. Maßnahmen im Roten Meere.

A. Maßnahmen hinsichtlich der gewöhnlichen vom Süden kommenden Schiffe, welche in Häfen des Roten Meeres eintreffen oder nach dem Mittelmeere gehen.

Artikel 58. Unabhängig von den allgemeinen Vorschriften im Abschnitt III des Kapitel 2 Titel I über die Einteilung und die Behandlung der verseuchten, verdächtigen und reinen Schiffe, finden auf die vom Süden kommenden und in das Rote Meer einlaufenden gewöhnlichen Schiffe die in den folgenden Artikeln enthaltenen besonderen Vorschriften Anwendung.

Artikel 59. Die reinen Schiffe müssen den letzten verseuchten Hafen seit fünf vollen Tagen, vom Augenblicke der Abfahrt an gerechnet, verlassen haben, oder sie müssen die hieran fehlende Zeit unter Beobachtung ergänzen.

Sie können den Suezkanal in Quarantäne durchfahren und treten in das Mittelmeer unter Fortsetzung der vorbezeichneten fünftägigen Beobachtung ein. Die Schiffe, welche einen Arzt und einen Desinfektionsapparat (Dampfkasten) an Bord haben, unterliegen der Desinfektion vor der Durchfahrt in Quarantäne nicht.

Artikel 60. Verdächtige Schiffe werden verschieden behandelt, je nachdem sie einen Arzt und einen Desinfektionsapparat (Dampfkasten) an Bord haben oder nicht.

a) Schiffe, welche einen Arzt an Bord haben und einen Desinfektionsapparat (Dampfkasten) besitzen und die gewünschten Bedingungen erfüllen, dürfen den Suezkanal unter den in der Verordnung für die Durchfahrt aufgestellten Bedingungen in Quarantäne durchfahren.

b) Andere verdächtige Schiffe, welche weder Arzt noch Desinfektionsapparat (Dampfkasten) an Bord haben, werden, bevor sie zur Durchfahrt in Quarantäne zugelassen werden, in Suez oder an den Mosesquellen so lange zurückgehalten als nötig ist, um die vorgeschriebenen Desinfektionsmaßregeln auszuführen und den Gesundheitszustand des Schiffes festzustellen.

Handelt es sich um Postschiffe oder um eigens zur Beförderung von Reisenden bestimmte Dampfschiffe, welche keinen Desinfektionsapparat (Dampfkasten), aber einen Arzt an Bord haben, so wird die Durchfahrt in Quarantäne gestattet, wenn die Ortsbehörde durch amtliche Feststellung die Gewißheit erlangt, daß die

été convenablement pratiquées, soit au point de départ, soit pendant la traversée, le passage en quarantaine est accordé.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si le dernier cas de peste ou de choléra remonte à plus de sept jours et si l'état sanitaire du navire est satisfaisant, la libre pratique peut être donnée à Suez, lorsque les opérations réglementaires sont terminées.

Lorsqu'un bateau a un trajet indemne de moins de sept jours, les passagers à destination d'Egypte sont débarqués dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie et isolés pendant le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours. Leur linge sale et leurs effets à usage sont désinfectés. Ils reçoivent alors la libre pratique.

Les bateaux ayant un trajet indemne de moins de sept jours et demandant à obtenir la libre pratique en Égypte sont retenus dans un établissement désigné par le Conseil d'Alexandrie le temps nécessaire pour compléter l'observation de cinq jours ; ils subissent les mesures réglementaires concernant les navires suspects.

Lorsque la peste ou le choléra s'est montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection ne porte que sur le linge sale de celui-ci, mais sur tout ce linge sale, et s'étend également aux postes d'habitation de l'équipage.

Article 61. Les navires *infectés* se divisent en navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) et navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve).

a) Les navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse[1]) ; les personnes présentant des symptômes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées dans un hôpital. La désinfection est pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra venait

[1]) Les malades sont autant que possible débarqués aux Sources de Moïse ; les autres personnes peuvent subir l'observation dans une station sanitaire désignée par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte (lazaret des pilotes).

Assanierungs- und Desinfektionsmaßnahmen, sei es bei der Abfahrt oder während der Reise, gehörig ausgeführt worden sind.

Handelt es sich um Postschiffe oder um eigens zur Beförderung von Reisenden bestimmte Dampfschiffe, welche keinen Desinfektionsapparat (Dampfkasten), aber einen Arzt an Bord haben, so kann, wenn der letzte Pest- oder Cholerafall mehr als sieben Tage zurückliegt und wenn der Gesundheitszustand des Schiffes befriedigend ist, die Zulassung zum freien Verkehr in Suez gewährt werden, sobald die vorschriftsmäßigen Maßnahmen beendet sind.

Wenn ein Schiff eine reine Fahrt von weniger als sieben Tagen hinter sich hat, so werden die Reisenden, welche sich nach Egypten begeben wollen, in einer von dem Gesundheitsrat in Alexandrien zu bezeichnenden Anstalt gelandet und bis zum Ablauf der fünftägigen Beobachtung abgesondert. Ihre schmutzige Wäsche und ihre Bekleidungsgegenstände des täglichen Gebrauchs werden desinfiziert. Sie werden sodann zum freien Verkehre zugelassen.

Schiffe mit reiner Fahrt von weniger als sieben Tagen, welche zum freien Verkehr in Egypten zugelassen zu werden wünschen, werden in einer von dem Gesundheitsrat in Alexandrien zu bezeichnenden Anstalt während der zum Ablauf der fünftägigen Beobachtung nötigen Zeit zurückgehalten; sie unterliegen den vorschriftsmäßigen Maßnahmen für verdächtige Schiffe.

Falls die Pest oder die Cholera sich ausschließlich unter der Schiffsbesatzung gezeigt hat, erstreckt sich die Desinfektion nur auf die schmutzige Wäsche der Schiffsbesatzung, aber auf ihre sämtliche schmutzige Wäsche und auch auf ihre Wohnräume.

Artikel 61. Verseuchte Schiffe werden in Schiffe mit Arzt und Desinfektionsapparat (Dampfkasten) und Schiffe ohne Arzt und ohne Desinfektionsapparat (Dampfkasten) unterschieden.

a) Schiffe ohne Arzt und ohne Desinfektionsapparat (Dampfkasten) werden an den Mosesquellen[1]) angehalten; Personen, welche Erscheinungen von Pest oder Cholera zeigen, werden gelandet und in einem Hospital abgesondert. Die Desinfektion wird vollständig durchgeführt. Die übrigen Reisenden werden gelandet und in möglichst kleinen Personengruppen in der Weise abgesondert, daß die Gesamtheit nicht in Mitleidenschaft gezogen wird, wenn die Pest oder die Cholera in einer einzelnen Gruppe ausbrechen sollte. Die schmutzige

[1]) Die Kranken werden soweit als möglich an den Mosesquellen ausgeschifft; die übrigen Personen können der Beobachtung in einer von dem Gesundheitsrate für Schiffahrts- und Quarantänewesen in Egypten zu bestimmenden Sanitätsstation (Lotsenlazarett) unterzogen werden.

à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du déchargement des marchandises, mais seulement de le désinfection de la partie du navire qui a été infectée.

Les passagers resteront pendant cinq jours dans un établissement désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte. Lorsque les cas de peste ou de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement sera diminuée. Cette durée variera selon l'époque de la guérison, de la mort ou de l'isolement du dernier malade. Ainsi, lorsque le dernier cas de peste ou de choléra se sera terminé depuis six jours, par la guérison ou la mort, ou que le dernier malade aura été isolé depuis six jours, l'observation durera un jour; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de cinq jours, l'observation sera de deux jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de quatre jours, l'observation sera de trois jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de trois jours, l'observation sera de quatre jours; s'il ne s'est écoulé qu'un laps de deux jours ou d'un jour, l'observation sera de cinq jours.

b) Les navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve) sont arrêtés aux Sources de Moïse. Le médecin du bord doit déclarer, sous serment, quelles sont les personnes à bord présentant des symptômes de peste, de choléra. Ces malades sont débarqués et isolés.

Après le débarquement de ces malades, le linge sale du reste des passagers, que l'autorité sanitaire considérera comme dangereux, et de l'équipage subira la désinfection à bord.

Lorsque la peste ou le choléra se sera montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection du linge ne portera que sur le linge sale de l'équipage et le linge des postes de l'équipage.

Le médecin du bord doit indiquer aussi, sous serment, la partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades ont été transportés. Il doit déclarer également, sous serment, quelles sont les personnes qui ont été en rapport avec le pestiféré ou le cholérique depuis la première manifestation de la maladie, soit par des contacts directs, soit par des contacts avec des objets qui pourraient être contaminés. Ces seules personnes seront considérées comme » suspectes «.

La partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés, seront complètement dés-

Wäsche, die Bekleidungsgegenstände des täglichen Gebrauchs, die Kleidung der Schiffsbesatzung und der Reisenden sowie das Schiff werden desinfiziert.

Es handelt sich hierbei nicht etwa um das Ausladen der Waren, sondern nur um die Desinfektion des verseuchten Teiles des Schiffes.

Die Reisenden haben fünf Tage in einer von dem Gesundheitsrate für Schiffahrts- und Quarantänewesen in Egypten zu bezeichnenden Anstalt zu bleiben; wenn die Pest- oder Cholerafälle mehrere Tage zurückliegen, so wird die Dauer der Absonderung abgekürzt. Diese Dauer ist verschieden je nach dem Zeitpunkt der Heilung, des Todes oder der Absonderung des zuletzt Erkrankten. So beträgt die Dauer der Beobachtung einen Tag, wenn der letzte Pest- oder Cholerafall vor sechs Tagen durch Heilung oder durch Tod abgeschlossen, oder wenn der zuletzt Erkrankte seit sechs Tagen abgesondert ist; falls nur fünf Tage verstrichen sind, dauert die Beobachtung zwei Tage; falls nur vier Tage verstrichen sind, dauert die Beobachtung drei Tage; wenn nur drei Tage verstrichen sind, dauert die Beobachtung vier Tage, und wenn nur zwei Tage oder ein Tag verflossen ist, dauert die Beobachtung fünf Tage.

b) Schiffe mit Arzt und Desinfektionsapparat (Dampfkasten) werden an den Mosesquellen angehalten. Der Schiffsarzt hat unter Eid anzugeben, welche Personen an Bord Erscheinungen von Pest oder Cholera zeigen. Diese Kranken werden gelandet und abgesondert.

Nach Landung dieser Kranken wird die von der Gesundheitsbehörde für gefährlich erachtete schmutzige Wäsche der übrigen Reisenden und diejenige der Schiffsbesatzung an Bord desinfiziert.

Ist die Pest oder die Cholera nur unter der Schiffsbesatzung aufgetreten, so erstreckt sich die Desinfektion der Wäsche nur auf die schmutzige Wäsche der Schiffsbesatzung und die Wäsche in den Räumen der Schiffsbesatzung.

Der Schiffsarzt hat ferner unter Eid den Schiffsteil oder Schiffsraum und den Krankenraum zu bezeichnen, in welche der oder die Kranken gebracht worden sind. Er hat ebenfalls unter Eid zu erklären, welche Personen zu dem Pest- oder Cholerakranken seit dem ersten Anzeichen der Krankheit, sei es durch unmittelbare Berührung oder Berührung mit Gegenständen, welche verseucht sein können, in Beziehung getreten sind. Diese Personen allein werden als „verdächtig" angesehen.

Der Schiffsteil oder Schiffsraum und der Krankenraum, in welche der oder die Kranken gebracht worden sind, werden vollständig desinfiziert. Man versteht

infectés. On entend par » partie du navire « la cabine du malade, les cabines attenantes, le couloir de ces cabines, le pont les parties du pont sur lesquelles le ou les malades auraient séjourné.

S'il est impossible de désinfecter la partie ou le compartiment du navire qui a été occupé par les personnes atteintes de peste ou de choléra, sans débarquer les personnes déclarées suspectes, ces personnes seront ou placées sur un autre navire spécialement affecté à cet usage, ou débarquées et logées dans l'établissement sanitaire, sans contact avec les malades, lesquels doivent être placés dans l'hôpital.

La durée de ce séjour sur le navire ou à terre pour la désinfection sera aussi courte que possible et n'excédera pas vingt-quatre heures.

Les suspects subiront, soit sur leur bâtiment, soit sur le navire affecté à cet usage, une observation dont la durée variera suivant les cas et dans les termes prévus au 3e alinéa du paragraphe (a).

Le temps pris par les opérations réglementaires est compris dans la durée de l'observation.

Le passage en quarantaine peut être accordé avant les l'expiration des délais indiqués ci-dessus, si l'autorité sanitaire le juge possible. Il sera, en tout cas, accordé lorsque la désinfection aura été accomplie, si le navire abandonne, outre ses malades, les personnes indiquées ci-dessus comme » suspectes «.

Une étuve placée sur un ponton peut venir accoster le navire pour rendre plus rapides les opérations de désinfection.

Les navires infectés demandant à obtenir la libre pratique en Egyte sont retenus aux Sources de Moïse cinq jours; ils subissent, en outre, les mêmes mesures que celles adoptées pour les navires infectés arrivant en Europe.

B. Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports contaminés du Hedjaz, en temps de pèlerinage.

Article 62. A l'époque du pèlerinage de la Mecque, si la peste ou le choléra sévit au Hedjaz, les navires provenant du Hedjaz ou de toute autre partie de la côte arabique de la Mer Rouge, sans y avoir embarqué des pèlerins ou masses analogues et qui n'ont pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés, dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Ils sont soumis aux mesures préventives et au traitement imposés à ces navires.

unter „Schiffsteil" die Kabine des Kranken, die daranstoßenden Kabinen, den Gang, an welchem diese Kabinen liegen, das Deck, die Teile des Decks, auf denen sich der oder die Kranken aufgehalten haben.

Ist es nicht möglich, den Schiffsteil oder Schiffsraum, welcher von den Pest- oder Cholerakranken benutzt worden ist, zu desinfizieren, ohne die für verdächtig erklärten Personen zu landen, so werden diese Personen entweder auf ein eigens zu diesem Zwecke bestimmtes Schiff gebracht oder aber gelandet und in der Sanitätsanstalt untergebracht, ohne mit den Kranken in Berührung zu kommen; letztere müssen in das Hospital gebracht werden.

Die Dauer dieses Aufenthalts auf dem Schiffe oder am Lande zum Zwecke der Desinfektion muß möglichst kurz sein und darf vierundzwanzig Stunden nicht übersteigen.

Die Verdächtigen unterliegen entweder auf ihrem Schiffe oder auf dem hierzu bestimmten Schiffe einer Beobachtung, deren Dauer verschieden ist je nach Lage des Falles und je nach den im Abs. 3 des Abschnitts a bezeichneten Umständen.

Die auf die Ausführung der vorschriftsmäßigen Maßnahmen verwandte Zeit wird auf die Beobachtungsdauer in Anrechnung gebracht.

Die Durchfahrt in Quarantäne kann vor Ablauf der oben angeführten Fristen zugestanden werden, wenn die Gesundheitsbehörde es für angängig hält. Die Durchfahrt wird, sobald die Desinfektion ausgeführt ist, jedenfalls zugestanden, wenn das Schiff, außer seinen Kranken, die oben als „verdächtig" bezeichneten Personen zurückläßt.

Ein mit einem Desinfektionsapparat (Dampfkasten) versehener Leichter kann bei dem Schiffe anlegen, damit die Desinfektion möglichst schnell durchgeführt wird.

Verseuchte Schiffe, welche zum freien Verkehr in Egypten zugelassen zu werden wünschen, werden fünf Tage an den Mosesquellen zurückgehalten und unterliegen außerdem denselben Maßnahmen, welche für die in Europa eintreffenden verseuchten Schiffe gelten.

B. Maßnahmen hinsichtlich der gewöhnlichen, während der Pilgerzeit aus verseuchten Häfen des Hedjaz eintreffenden Schiffe.

Artikel 62. Wenn während der Zeit der Pilgerfahrt nach Mekka Pest oder Cholera in Hedjaz herrscht, werden die vom Hedjaz oder von einem anderen Teile der arabischen Küste des Roten Meeres kommenden Schiffe, welche dort weder Pilger noch ähnliche Massentransporte an Bord genommen und während der Überfahrt verdächtige Fälle nicht an Bord gehabt haben, als gewöhnliche verdächtige Schiffe angesehen. Sie werden den Vorsichtsmaßnahmen und der Behandlung unterworfen, welche für diese vorgesehen sind.

S'ils sont à destination de l'Égypte, ils subissent, dans un établissement sanitaire désigné par le Conseil sanitaire martime et quarantenaire, une observation de cinq jours, à compter de la date du départ, pour le choléra comme pour la peste. Ils sont soumis, en outre, à toutes les mesures prescrites pour les bateaux suspects (désinfection, etc.) et ne sont admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que si les navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, l'observation sera subie aux Sources de Moïse et sera de cinq jours, qu'il s'agisse de peste ou de choléra.

Section IV. — Organisation de la surveillance et de la désinfection à Suez et aux Sources de Moïse.

Article 63. La visite médicale prévue par les règlements est faite pour chaque navire arrivant à Suez par un ou plusieurs médecins de la station; elle est faite de jour pour les provenances des ports contaminés de peste ou de choléra. Elle peut avoir lieu; même de nuit, sur ces navires qui se présentent pour transiter le Canal, s'ils sont éclairés à la lumière électrique, et toutes les fois que l'autoriteé sanitaire locale a l'assurance que les conditions d'éclaira gesont suffisantes.

Article 64. Les médecins de la station de Suez sont au nombre de sept au moins, un médecin en chef, six titulaires. Ils doivent être pourvus d'un diplôme régulier et choisis de préférence parmi les medecins ayant fait des études spéciales pratiques d'épidémiologie et de bactériologie. Ils sont nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte. Ils reçoivent un traitement qui, de huit mille francs, peut s'élever progressivement à douze mille francs pour les six médecins et de douze mille à quinze mille francs pour le médecin en chef.

Si le service médical était encore insuffisant, on aurait recours aux médecins de la marine des différents États: ces médecins seraient placés sous l'autorité du médecin en chef de la station sanitaire.

Article 65. Un corps de gardes sanitaires est chargé d'assurer la surveillance et l'exécution des mesures de prophylaxie appliquées dans le Canal de Suez, à l'établissement des Sources de Moïse et à Tor.

Article 66. Ce corps comprend dix gardes.

Il est recruté parmi les anciens sous-officiers des armées et marines européennes et égyptiennes.

Falls sie nach Egypten bestimmt sind, unterliegen sie in einer von dem Gesundheitsrate für Schiffahrts- und Quarantänewesen bezeichneten Anstalt sowohl bei Cholera als bei Pest einer vom Tage des Abganges an zu rechnenden fünftägigen Beobachtung. Sie werden außerdem allen für verdächtige Schiffe vorgeschriebenen Maßnahmen (Desinfektion usw.) unterworfen und werden erst nach günstig ausgefallener ärztlicher Untersuchung zum freien Verkehre zugelassen.

Wenn die Schiffe während der Überfahrt verdächtige Fälle gehabt haben, unterliegen sie einer fünftägigen Beobachtung an den Mosesquellen, gleichviel ob es sich um Pest oder Cholera handelt.

Abschnitt IV. Einrichtung der Überwachung und der Desinfektion in Suez und an den Mosesquellen.

Artikel 63. Die in den Verordnungen vorgesehene ärztliche Untersuchung wird bei jedem in Suez eintreffenden Schiffe durch einen oder mehrere der Stationsärzte vorgenommen. Sie findet für Herkünfte aus pest- oder choleraverseuchten Häfen bei Tage statt; sie kann aber auf den mit elektrischer Beleuchtung versehenen Schiffen, welche den Kanal durchfahren wollen, auch bei Nacht erfolgen, falls die örtliche Gesundheitsbehörde die Beleuchtung für ausreichend erachtet.

Artikel 64. Auf der Station in Suez sollen wenigstens sieben Ärzte vorhanden sein, ein leitender Arzt, sechs ordentliche Ärzte. Sie sollen im Besitz eines ordnungsmäßigen Diploms sein und vornehmlich unter solchen Ärzten ausgewählt werden, welche besondere praktische Studien auf dem Gebiete der Seuchenlehre und Bakteriologie getrieben haben. Sie werden durch den Minister des Innern auf Vorschlag des Gesundheitsrats für Schiffahrts- und Quarantänewesen in Egypten ernannt. Sie beziehen ein Gehalt, welches für die sechs Ärzte von 8000 Franken bis 12000 Franken und für den leitenden Arzt von 12000 bis 15000 Franken steigen kann.

Falls dieser ärztliche Dienst noch nicht ausreicht, wird man auf die Marineärzte der verschiedenen Staaten zurückgreifen; diese Ärzte sollen dem leitenden Arzte der Sanitätsstation unterstellt werden.

Artikel 65. Ein Korps von Gesundheitsaufsehern ist zur Überwachung und Ausführung der vorbeugenden Maßnahmen im Suezkanal, in der Anstalt an den Mosesquellen und in Tor bestellt.

Artikel 66. Dieses Korps umfaßt 10 Aufseher. Es ergänzt sich aus ehemaligen Unteroffizieren der europäischen und egyptischen Armeen und Marinen.

Les gardes sont nommés, après que leur compétence a été constatée par le Conseil, dans les formes prévues à l'article 14 du décret khédivial du 19 juin 1893.

Article 67. Les gardes sont divisés en deux classes :

la 1re classe comprend quatre gardes ;
la 2e comprend six gardes.

Article 68. La solde annuelle allouée aux gardes est pour :

la 1re classe, de 160 l. ég. à 200 l. ég. ;
la 2e classe, de 120 l. ég. à 168 l. ég. ;

avec augmentation progressive jus-qu'a ce que le maximum soit atteint.

Article 69. Les gardes sont investis du caractère d'agents de la force publique, avec droit de réquisition en cas d'infraction aux règlements sanitaires.

Ils sont placés sous les ordres immédiats du directeur de l'office de Suez ou de Tor.

Section V. — Passage en quarantaine du Canal de Suez.

Article 70. L'autorité sanitaire de Suez accorde le passage en quarantaine. Le Conseil en est immédiatement informé.

Dans les cas douteux, la décision est prise par le Conseil.

Article 71. Dès que l'autorisation prévue à l'article précédent est accordée, un télégramme est expédié à l'autorité désignée par chaque Puissance. L'expédition du télégramme est faite aux frais du navire.

Article 72. Chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance. Seront exceptés les cas de force majeure et de relâche forcée.

Article 73. Lors de l'arraisonnement, le capitaine est tenu de déclarer s'il a à son bord des équipes de chauffeurs indigènes ou de serviteurs à gages quelconques, non inscrits sur le rôle d'équipage ou le registre à cet usage.

Les questions suivantes sont notamment posées aux capitaines de tous les navires se présentant à Suez, venant du Sud. Ils y répondent sous serment :

» Avez-vous des auxiliaires: chauffeurs ou autres gens de service, non inscrits sur le rôle de l'équipage ou sur le registre spécial? Quelle est leur nationalité? Où les avez-vous embarqués? «

Die Aufseher werden, nachdem ihre Wahlfähigkeit durch den Gesundheitsrat festgestellt ist, gemäß den Vorschriften des Artikels 14 der Khedivialverfügung vom 19. Juni 1893 ernannt.

Artikel 67. Die Aufseher bestehen aus zwei Klassen:

die erste Klasse umfaßt vier Aufseher,
die zweite umfaßt sechs.

Artikel 68. Die jährliche Besoldung der Aufseher beträgt:

für die erste Klasse 160 bis 200 egyptische Pfund,
für die zweite Klasse 120 bis 168 egyptische Pfund

mit allmählicher Steigerung bis zur Erreichung des Höchstgehalts.

Artikel 69. Die Aufseher haben die Eigenschaft öffentlicher Beamten mit dem Rechte, im Falle der Übertretung der Gesundheitsverordnungen Rechtshilfe zu beanspruchen.

Sie stehen unmittelbar unter dem Befehle des Direktors des Amtes in Suez oder Tor.

Abschnitt V. Durchfahrt in Quarantäne durch den Suezkanal.

Artikel 70. Die Gesundheitsbehörde in Suez gestattet die Durchfahrt in Quarantäne; der Gesundheitsrat wird davon sofort benachrichtigt.

In zweifelhaften Fällen wird die Entscheidung durch den Gesundheitsrat getroffen.

Artikel 71. Sobald die in vorstehendem Artikel erwähnte Erlaubnis erteilt ist, wird sofort ein Telegramm an die von jeder Macht bestimmte Behörde gesandt. Die Kosten des Telegramms trägt das Schiff.

Artikel 72. Jede Macht wird Strafbestimmungen gegen solche Schiffe erlassen, welche den von dem Kapitän angegebenen Kurs verlassen und ungehörigerweise einen der Häfen des Gebiets dieser Macht anlaufen. Ausgenommen sind die Fälle höherer Gewalt und Anlaufen eines Nothafens.

Artikel 73. Bei der Befragung hat der Kapitän zu erklären, ob er unter dem Schiffspersonal eingeborene Heizer oder sonstige gegen Lohn angestellte Personen an Bord hat, die nicht in die Musterrolle oder in das zu diesem Zwecke geführte Verzeichnis eingetragen sind.

Den Kapitänen aller vom Süden kommenden Schiffe, welche in Suez eintreffen, werden besonders folgende Fragen vorgelegt. Sie haben darauf unter Eid zu antworten:

„Haben Sie aushilfsweise angenommene Heizer oder andere Bedienstete an Bord, welche nicht in die Musterrolle oder das Sonderverzeichnis eingetragen sind? Welches ist ihre Nationalität? Wo haben Sie sie eingeschifft?"

Les médecins sanitaires doivent s'assurer de la présence de ces auxiliaires et s'ils constatent qu'il y a des manquants parmieux, chercher avec soin les causes de l'absence.

Article 74. Un officier sanitaire et deux gardes sanitaires montent à bord. Ils doivent accompagner le navire jusqu'à Port-Saïd. Ils ont pour mission d'empêcher les communications et de veiller à l'exécution des mesures prescrites pendant la traversée du Canal.

Article 75. Tout embarquement ou débarquement et tout transbordement de passagers ou de marchandises sont interdits pendant le parcours du Canal de Suez à Port-Saïd.

Toutefois, les voyageurs peuvent s'embarquer à Port-Saïd en quarantaine.

Article 76. Les navires transitant en quarantaine doivent effectuer le parcours de Suez à Port-Saïd sans garage.

En cas d'echouage ou de garage indispensable, les opérations nécessaires sont effectuées par le personnel du bord, en évitant toute communication avec le personnel de la Compagnie du Canal de Suez.

Article 77. Les transports de troupes par bateaux suspects ou infectés transitant en quarantaine sont tenus de traverser le Canal seulement de jour. S'ils doivent séjourner de nuit dans le Canal, ils prennent leur mouillage au lac Timsah ou dans le grand lac.

Article 78. Le stationnement des navires transitant en quarantaine est interdit dans le port de Port-Saïd, sauf dans les cas prévus aux articles 75, alinéa 2, et 79.

Les opérations de ravitaillement doivent être pratiquées avec les moyens du bord.

Les chargeurs ou toutes autres personnes, qui seraient montés à bord, sont isolés sur le ponton quarantenaire. Leurs vêtements y subissent la désinfection réglementaire.

Article 79. Lorsqu'il est indispensable, pour les navires transitant en quarantaine, de prendrd du charbon à Port-Saïd, ces navires divent exécuter cette opération dans un endroit offrant les garanties nécessaires d'isolement et de surveillance sanitaire, qui sera indiqué par le Conseil sanitaire. Pour les navires à bord desquels une surveillance efficace de cette opération est possible et où tout contact avec les gens du bord peut être évité, le charbonnage par les ouvriers du port est autorisé La nuit, le lieu de l'opération doit être éclairé à la lumière électrique.

Die Sanitätsärzte müssen sich von der Anwesenheit dieser Hilfsmannschaften überzeugen, und sofern sie feststellen, daß diese nicht vollzählig sind, sorgfältig nach den Ursachen der Abwesenheit forschen.

Artikel 74. Ein Sanitätsbeamter und zwei Gesundheitsaufseher gehen an Bord. Sie müssen das Schiff bis Port Said begleiten. Es liegt ihnen ob, während der Durchfahrt durch den Kanal jeden Verkehr mit dem Schiffe zu verhindern und über die Ausführung der vorgeschriebenen Maßnahmen zu wachen.

Artikel 75. Jedes Ein- oder Ausschiffen und jedes Umsteigen von Reisenden sowie jedes Laden, Löschen oder Umladen von Waren ist während der Fahrt durch den Kanal von Suez bis Port Said verboten.

Reisende können sich jedoch in Port Said in Quarantäne einschiffen.

Artikel 76. Die in Quarantäne durchfahrenden Schiffe müssen die Strecke von Suez bis Port Said ohne anzuhalten zurücklegen.

Im Falle des Festkommens oder eines nicht vermeidbaren Anhaltens müssen die nötigen Verrichtungen durch das an Bord befindliche Personal unter Vermeidung jeden Verkehrs mit dem Personale der Suezkanalgesellschaft vorgenommen werden.

Artikel 77. Truppentransporte auf verdächtigen oder verseuchten Schiffen dürfen in Quarantäne den Kanal nur bei Tage durchfahren. Müssen sie während der Nacht im Kanal bleiben, so haben sie im Timsahsee oder im Großen See zu ankern.

Artikel 78. Schiffen, welche in Quarantäne durchfahren, ist es verboten, in dem Hafen von Port Said zu halten, außer in den im Artikel 75 Abs. 2 und im Artikel 79 vorgesehenen Fällen.

Die Verproviantierung muß mit den an Bord befindlichen Mitteln bewerkstelligt werden.

Die Schauerleute oder jede andere Person, welche an Bord gegangen, werden auf dem Quarantäneleichter abgesondert. Ihre Kleidung unterliegt dort der vorschriftsmäßigen Desinfektion.

Artikel 79. Wenn es für die in Quarantäne durchfahrenden Schiffe unerläßlich ist, in Port Said Kohlen einzunehmen, so hat dies an einem von dem Gesundheitsrate bestimmten Orte zu geschehen, welcher die nötige Sicherheit für die Absonderung und gesundheitliche Überwachung bietet. Bei Schiffen, auf welchen eine wirksame Überwachung jener Arbeit möglich ist, und wo jede Berührung mit den Leuten an Bord vermieden werden kann, ist die Anbordbeförderung der Kohlen durch Hafenarbeiter gestattet. Während der Nacht muß die Arbeitsstelle elektrisch beleuchtet werden.

Article 80. Les pilotes, les électriciens, les agents de la Compagnie et les gardes sanitaires sont déposés à Port-Saïd, hors du port, entre les jetées, et de là conduits directement au ponton de quarantaine, où leurs vêtements subissent la désinfection lorsqu'elle est jugée nécessaire.

Article 81. Les navires de guerre ci-après déterminés bénéficient, pour le passage du Canal de Suez, des dispositions suivantes:

Ils seront reconnus indemnes par l'autorité quarantenaire sur la production d'un certificat émanant des médecins du bord, contresigné par le Commandant et affirmant sous serment:

a) qu'il n'y a eu à bord, soit au moment du départ, soit pendant la traversée, aucun cas de peste ou de choléra;

b) qu'une visite minutieuse de toutes les personnes existant à bord, sans exception, a été passée moins de douze heures avant l'arrivée dans le port égyptien et qu'elle n'a révélé aucun cas de ces maladies.

Ces navires sont exempts de la visite médicale et reçoivent immédiatement libre pratique, à la condition qu'ils aient complété, à partir de leur départ du dernier port contaminé, une période de cinq jours pleins.

Ceux de ces navires qui n'ont pas complété la période exigée, peuvent transiter le Canal en quarantaine sans subir la visite médicale, pourvu qu'ils produisent le susdit certificat à l'autorité quarantenaire.

L'autorité quarantenaire a néanmoins le droit de faire pratiquer, par ses agents, la visite médicale à bord des navires de guerre toutes les fois qu'elle le juge nécessaire.

Les navires de guerre, suspects ou infectés, seront soumis aux règlements en vigueur.

Ne sont considérées comme navires de guerre que les unités de combat. Les bateaux-transports, les navires-hôpitaux entrent dans la catégorie des navires ordinaires.

Article 82. Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Égypte est autorisé à organiser le transit du territoire égyptien, par voie ferrée, des malles postales et des passagers ordinaires venant de pays contaminés dans des trains quarantenaires, sous les conditions déterminées dans l'annexe I.

Annexe I

Section VI. — Régime sanitaire applicable au Golfe Persique.

Article 83. La réglementation sanitaire telle qu'elle est instituée par les articles de la présente

Artikel 80. Die Lotsen, Elektrotechniker, die Agenten der Gesellschaft und die Gesundheitsaufseher werden in Port Said außerhalb des Hafens zwischen den Molen abgesetzt und von da unmittelbar auf den Quarantäneleichter gebracht, wo ihre Kleidung einer Desinfektion unterworfen wird, falls diese für notwendig erachtet wird.

Artikel 81. Für die unten näher bestimmten Kriegsschiffe gelten hinsichtlich der Durchfahrt durch den Suezkanal folgende Vorschriften:

Sie werden von der Quarantänebehörde als rein anerkannt, wenn sie eine von den Schiffsärzten ausgestellte und von dem Kommandanten mitunterzeichnete Bescheinigung vorlegen, in der unter Eid versichert wird:

a) daß an Bord weder bei der Abfahrt, noch während der Überfahrt ein Pest- oder Cholerafall vorgekommen ist;

b) daß eine eingehende Untersuchung aller an Bord befindlichen Personen ohne Ausnahme innerhalb der letzten zwölf Stunden vor Ankunft in dem egyptischen Hafen stattgefunden hat und daß hierbei ein Fall dieser Krankheiten nicht festgestellt worden ist.

Diese Schiffe sind von der ärztlichen Untersuchung befreit und werden sofort zum freien Verkehre zugelassen, sofern seit ihrer Abfahrt aus dem letzten verseuchten Hafen fünf volle Tage verflossen sind.

Diejenigen Schiffe, bei welchen diese Frist nicht erfüllt ist, können den Kanal ohne ärztliche Untersuchung in Quarantäne durchfahren, falls sie der Quarantänebehörde die oben erwähnte Bescheinigung vorlegen.

Die Quarantänebehörde hat nichtsdestoweniger das Recht, falls sie es für nötig erachtet, die ärztliche Untersuchung an Bord der Kriegsschiffe durch ihre Vertreter vornehmen zu lassen.

Die verdächtigen oder verseuchten Kriegsschiffe unterliegen den in Kraft befindlichen Verordnungen.

Nur Kampfeinheiten werden als Kriegsschiffe anerkannt. Transport- und Hospitalschiffe gelten als gewöhnliche Schiffe.

Artikel 82. Der Gesundheitsrat für Schiffahrts- und Quarantänewesen in Egypten ist ermächtigt, die Durchfuhr der aus verseuchten Ländern eintreffenden Postsendungen und die Durchreise gewöhnlicher Reisender durch Egypten mittels Eisenbahn in Quarantänezügen unter den in Anlage I festgesetzten Bedingungen einzurichten.

Anlage I

Abschnitt VI. Gesundheitspolizeiliche Maßregeln im Persischen Golfe.

Artikel 83. Die gesundheitspolizeilichen Maßnahmen, wie sie durch die Artikel der gegenwärtigen

Convention sera appliquée, en ce qui concerne les navires pénétrant dans le Golfe Persique, par les autorités sanitaires des ports d'arrivée.

Cette réglementation est soumise, sous le rapport de la classification des navires ainsi que du régime à leur faire subir dans le Golfe Persique, aux trois réserves suivantes:

1° la surveillance des passagers et de l'équipage sera toujours remplacée par une observation de même durée;

2° les navires indemnes ne pourront y recevoir libre pratique qu'à la condition d'avoir complété cinq jours pleins à partir du moment de leur départ du dernier port contaminé;

3° en ce qui concerne les navires suspects, le délai de cinq jours pour l'observation de l'équipage et des passagers comptera à partir du moment où il n'existe plus de cas de peste ou de choléra à bord.

Titre III.

Dispositions spéciales aux pèlerinages.

Chapitre premier.

Prescriptions générales.

Article 84. Les dispositions de l'article 54 du titre II sont applicables aux personnes et objets à destination du Hedjaz ou de l'Irak-Arabi et qui doivent être embarqués à bord d'un navire à pèlerins, alors même que le port d'embarquement ne serait pas contaminé de peste ou de choléra.

Article 85. Lorsqu'il existe des cas de peste ou de choléra dans le port, l'embarquement ne se fait à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de la peste ou du choléra.

Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement peut tenir compte des circonstances et possibilités locales.

Article 86. Les pèlerins sont tenus, si les circonstances locales le permettent, de justifier des moyens strictement nécessaires pour accomplir le pèlerinage, spécialement du billet d'aller et retour.

Article 87. Les navires à vapeur sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours. Ce transport est interdit aux autres bateaux.

Article 88. Les navires à pèlerins faisant le cabotage destinés aux transports de courte durée dits »voyages au cabotage« sont soumis aux pre-

Übereinkunft festgelegt sind, werden für Schiffe, die in den Persischen Golf einlaufen, von den Gesundheitsbehörden der Ankunftshäfen ausgeführt.

Diese Maßnahmen sind hinsichtlich der Einteilung der Schiffe und ihrer gesundheitspolizeilichen Behandlung den folgenden drei Vorbehalten unterworfen:

1. die Überwachung der Reisenden und der Schiffsbesatzung ist stets durch eine Beobachtung von gleicher Dauer zu ersetzen;
2. die reinen Schiffe können nur dann zum freien Verkehre zugelassen werden, wenn fünf volle Tage seit dem Zeitpunkt ihrer Abfahrt aus dem letzten verseuchten Hafen verflossen sind;
3. hinsichtlich der verdächtigen Schiffe wird die Frist von fünf Tagen zur Beobachtung der Schiffsbesatzung und der Reisenden von dem Zeitpunkt an gerechnet, seit dem ein Pest- oder Cholerafall an Bord nicht mehr vorgekommen ist.

Titel III.

Besondere Bestimmungen für die Pilgerfahrten.

Kapitel I.

Allgemeine Vorschriften.

Artikel 84. Die Bestimmungen des Artikels 54 des Titels II sind anwendbar auf die nach dem Hedjaz oder nach dem Irak-Arabi zu befördernden Personen und Gegenstände, welche an Bord eines Pilgerschiffs eingeschifft werden sollen, und zwar selbst dann, wenn der Einschiffungshafen nicht pest- oder choleraverseucht ist.

Artikel 85. Kommen Pest- oder Cholerafälle im Hafen vor, so darf die Einschiffung an Bord der Pilgerschiffe erst dann stattfinden, nachdem die Personen, in Gruppen vereinigt, einer Beobachtung unterworfen worden sind, welche die Gewißheit bietet, daß keine von ihnen mit Pest oder Cholera behaftet ist.

Jeder Regierung steht es frei, bei Ausführung dieser Maßnahme den örtlichen Verhältnissen und Umständen Rechnung zu tragen.

Artikel 86. Die Pilger haben, wenn die örtlichen Verhältnisse es gestatten, nachzuweisen, daß sie die zur Pilgerfahrt, besonders zur Hin- und Rückreise, unbedingt notwendigen Mittel besitzen.

Artikel 87. Nur Dampfschiffe werden zur Beförderung der Pilger auf weiter Fahrt zugelassen. Anderen Schiffen ist diese Beförderung verboten.

Artikel 88. Pilgerschiffe, welche die Küstenschiffahrt betreiben und zu Beförderungen von kürzerer Dauer, sogenannten „Küstenfahrten" bestimmt sind, unterliegen

scriptions contenues dans le Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

Article 89. N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lequels peuvent être compris les pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins de la dernière classe, en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

Article 90. Tout navire à pèlerins se trouvant dans les eaux ottomanes doit se conformer aux prescriptions contenues dans le Règlement spécial applicable au pèlerinage du Hedjaz qui sera publié par le Conseil de santé de Constantinople, conformément aux principes édictés dans la présente Convention.

Article 91. Le capitaine est tenu de payer la totalité des taxes sanitaires exigibles des pèlerins. Elles doivent être comprises dans le prix du billet.

Article 92. Autant que faire se peut, les pèlerins qui débarquent ou embarquent dans les stations sanitaires ne doivent avoir entre eux aucun contact sur les points de débarquement.

Les pèlerins débarqués doivent être répartis au campement en groupes aussi peu nombreux que possible.

Il est nécessaire de leur fournir une bonne eau potable, soit qu'on la trouve sur place, soit qu'on l'obtienne par distillation.

Article 93. Lorsqu'il y a de la peste ou du choléra au Hedjaz, les vivres emportés par les pèlerins sont détruits si l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

Chapitre II

Navires à pèlerins. Installations sanitaires.

Section I. — Conditionnement général des navires.

Article 94. Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont.

En dehors de l'équipage, le navire doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface de 1 m. 50 carrés, c'est-à-dire 16 pieds carrés anglais, avec une hauteur d'entrepont d'environ 1 m. 80.

den Bestimmungen in der besonderen Verordnung für die Hedjaz-Pilgerfahrten, die von dem Gesundheitsrat in Konstantinopel im Einklang mit den in der gegenwärtigen Übereinkunft aufgestellten Grundsätzen veröffentlicht werden wird.

Artikel 89. Als Pilgerschiff wird nicht angesehen ein Schiff, welches außer seinen gewöhnlichen Reisenden, zu denen die Pilger der höheren Klassen gerechnet werden können, Pilger der untersten Klasse an Bord nimmt, sofern auf 100 Tonnen Bruttoraumgehalt weniger als ein Pilger kommt.

Artikel 90. Jedes Pilgerschiff, das sich in den türkischen Gewässern befindet, hat sich nach den Vorschriften der besonderen Verordnung für die Hedjaz-Pilgerfahrten zu richten, die von dem Gesundheitsrat in Konstantinopel im Einklang mit den in der gegenwärtigen Übereinkunft aufgestellten Grundsätzen veröffentlicht werden wird.

Artikel 91. Der Kapitän ist gehalten, sämtliche von den Pilgern zu erlegenden Gesundheitsabgaben zu zahlen. Diese müssen in dem Preise des Fahrscheins einbegriffen sein.

Artikel 92. Die Pilger, welche sich bei den Sanitätsstationen ein- oder ausschiffen, sollen unter sich auf den Landungsplätzen so wenig als möglich in Berührung kommen.

Die ausgeschifften Pilger sollen in so kleinen Gruppen als irgend möglich nach dem Lager gesandt werden.

Es muß ihnen gutes Trinkwasser geliefert werden, sei es, daß man es an Ort und Stelle findet, oder durch Destillation herstellt.

Artikel 93. Wenn im Hedjaz Pest oder Cholera herrscht, sind die von den Pilgern mitgeführten Lebensmittel zu vernichten, sofern die Gesundheitsbehörde dies für nötig erachtet.

Kapitel II.

Pilgerschiffe. Sanitätseinrichtungen.

Abschnitt I. Allgemeine Beschaffenheit der Schiffe.

Artikel 94. Das Schiff muß die Pilger im Zwischendecke beherbergen können.

Abgesehen von der Schiffsbesatzung soll das Schiff für jede Person jeglichen Alters eine Fläche von wenigstens 1½ Quadratmeter = 16 Quadratfuß englisch bei einer Zwischendeckshöhe von etwa einem Meter und 80 Zentimeter bieten.

Pour les navires qui font le cabotage, chaque pèlerin doit disposer d'un espace d'au moins 2 mètres de largeur dans le long des plats bords du navire.

Article 95. De chaque côté du navire, sur le pont, doit être réservé un endroit dérobé à la vue et pourvu d'une pompe à main, de manière à fournir de l'eau de mer pour les besoins des pèlerins. Un local de cette nature doit être exclusivement affecté aux femmes.

Article 96. Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau ou pourvues d'un robinet dans la proportion d'au moins une latrine pour chaque centaine de personnes embarquées.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Des lieux d'aisances ne doivent pas exister dans les entreponts ni dans la cale.

Article 97. Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins. Il est interdit aux pèlerins de faire du feu ailleurs, notamment sur le pont.

Article 98. Des locaux d'infirmerie offrant de bonnes conditions de sécurité et de salubrité doivent être réservés au logement des malades.

Ils seront disposés de manière à pouvoir isoler, d'après le genre de maladie, les personnes atteintes d'affections transmissibles.

L'infirmerie doit pouvoir recevoir au moins 5 p. 100 des pèlerins embarqués à raison de 3 mètres carrés par tête.

Article 99. Chaque navire doit avoir à bord les médicaments, les désinfectants et les objets nécessaires aux soins des malades. Les réglements faits pour ce genre de navires par chaque Gouvernement doivent déterminer la nature et la quantité des médicaments[1]). Les soins et les remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

Article 100. Chaque navire embarquant des pèlerins doit avoir à bord un médecin régulièrement diplômé et commissionné par le Gouvernement du pays auquel le navire appartient ou par le Gouvernement du port où le navire prend des pèlerins. Un second médecin doit être embarqué dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse mille.

[1]) Il est désirable que chaque navire soit muni des principaux agents d'immunisation (sérum antipesteux, vaccin de Haffkine, etc.).

Auf Schiffen, welche die Küstenschiffahrt betreiben, soll jeder Pilger über einen Raum von wenigstens 2 Meter Breite in der Länge des Schandecks des Schiffes verfügen.

Artikel 95. Auf Deck soll an jeder Seite des Schiffes ein Ort freigehalten werden, welcher den Blicken entzogen und mit einer Handpumpe versehen ist, um Seewasser für den Bedarf der Pilger zu liefern. Ein Raum dieser Art muß zum ausschließlichen Gebrauche für die Frauen vorbehalten sein.

Artikel 96. Das Schiff muß außer Aborten für die Schiffsmannschaft, Wasserklosetts oder Klosetts mit einem Wasserhahn aufweisen, und zwar in dem Verhältnis, daß auf je 100 eingeschiffte Personen wenigstens ein Abort kommt.

Es müssen Aborte für den ausschließlichen Gebrauch der Frauen vorhanden sein.

Aborte dürfen weder im Zwischendeck noch im Schiffsraume liegen.

Artikel 97. Das Schiff muß mit zwei Räumen versehen sein, in denen die Pilger selbst kochen können; den Pilgern ist verboten, anderswo, insbesondere auf Deck, Feuer anzumachen.

Artikel 98. Lazaretträume, in denen für Sicherheit und Gesundheit gut gesorgt ist, müssen als Unterkunftsräume für die Kranken zur Verfügung gehalten werden.

Sie sind so zu legen, daß die von übertragbaren Krankheiten befallenen Personen nach der Art der Krankheit getrennt werden können.

Das Lazarett soll wenigstens 5 Prozent der eingeschifften Pilger beherbergen können, in der Weise, daß 3 Quadratmeter auf den Kopf kommen.

Artikel 99. Jedes Schiff muß die zur Pflege der Kranken nötigen Arzneimittel, Desinfektionsmittel und andere Hilfsmittel und andere Hilfsmittel zur Krankenpflege an Bord haben. Die von jeder Regierung für derartige Schiffe erlassenen Verordnungen bestimmen Art und Menge der Arzneimittel[1]). Pflege und Heilmittel werden den Pilgern unentgeltlich gewährt.

Artikel 100. Jedes Schiff, welches Pilger aufnimmt, muß einen Arzt an Bord haben, der mit einem ordnungsmäßigen Diplome versehen und von der Regierung des Heimatlandes des Schiffes oder von der Regierung des Hafens, in dem das Schiff die Pilger aufnimmt, anerkannt worden ist. Ein zweiter Arzt muß an Bord genommen werden, sobald sich mehr als 1000 Pilger auf dem Schiffe befinden.

[1]) Es ist wünschenswert, daß jedes Schiff mit den wirksamsten Immunisierungsmitteln versehen werde (Antipest-Serum, Haffkineschem Impfstoff usw.).

Article 101. Le capitaine est tenu de faire apposer à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant:

1° la destination du navire;

2° le prix des billets;

3° la ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin;

4° le tarif des vivres non compris dans la ration journalière et devant être payés à part.

Article 102. Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés, numérotés et placés dans la cale. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement en déterminent la nature, la quantité et les dimensions.

Article 103. Les prescriptions du chapitre I, du chapitre II (sections I, II et III), ainsi que du chapitre III du présent titre, seront affichées, sous la forme d'un réglement, dans la langue de la nationalité du navire ainsi que dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, sur chaque pont et entrepont de tout navire transportant des pèlerins.

Section II. — Mesures à prendre avant le départ.

Article 104. Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer à l'autorité compétente du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins, au moins trois jours avant le départ. Dans les ports d'escale, le capitaine ou, à défaut de capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenue de faire cette même déclaration douze heures avant le départ du navire. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

Article 105. A la suite de la déclaration prescrite par l'article précédent, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire. L'autorité consulaire dont relève le navire peut assister à cette inspection.

Artikel 101. Der Kapitän ist gehalten, auf dem Schiffe an einer sichtbaren und für die Beteiligten zugänglichen Stelle Anschlagzettel anbringen zu lassen, welche in den wichtigsten Sprachen der von den aufzunehmenden Pilgern bewohnten Länder abgefaßt sind und folgende Angaben enthalten:

1. den Bestimmungsort des Schiffes;
2. den Preis der Fahrscheine;
3. die für jeden Pilger ausgesetzte tägliche Menge an Wasser und Lebensmitteln;
4. das Preisverzeichnis für die Lebensmittel, welche nicht in die tägliche Beköstigung miteinbegriffen sind und besonders bezahlt werden müssen.

Artikel 102. Das große Gepäck der Pilger wird eingeschrieben, mit Nummern versehen und im Schiffsraum untergebracht. Die Pilger dürfen nur die unbedingt nötigen Gegenstände bei sich behalten. Die von jeder Regierung für ihre Schiffe erlassenen Verordnungen bestimmen Art, Menge und Umfang dieser Gegenstände.

Artikel 103. Die Vorschriften des Kapitels I, des Kapitels II (Abschnitte I, II und III) sind ebenso wie diejenigen des Kapitels III des gegenwärtigen Titels in der Form einer Verordnung an sichtbarer und zugänglicher Stelle in jedem Deck und Zwischendeck auf allen Pilger befördernden Schiffen in der Sprache desjenigen Landes, dem das Schiff angehört, und in den wichtigsten Sprachen der von den aufzunehmenden Pilgern bewohnten Länder anzuschlagen.

Abschnitt II. Maßnahmen vor der Abfahrt.

Artikel 104. Der Kapitän oder, wenn ein solcher nicht vorhanden ist, der Eigentümer oder Agent eines jeden Pilgerschiffs ist gehalten, der zuständigen Behörde des Abgangshafens wenigstens drei Tage vor der Abfahrt von seiner Absicht, Pilger aufzunehmen, Anzeige zu machen. In den Zwischenhäfen ist der Kapitän oder, wenn ein solcher nicht vorhanden ist, der Eigentümer oder Agent eines jeden Pilgerschiffs gehalten, dieselbe Anzeige zwölf Stunden vor Abgang des Schiffes zu machen. In dieser Anzeige muß der zur Abfahrt bestimmte Tag und der Bestimmungsort des Schiffes angegeben werden.

Artikel 105. Nach Erstattung der durch den vorhergehenden Artikel vorgeschriebenen Anzeige läßt die zuständige Behörde auf Kosten des Kapitäns die Untersuchung und Vermessung des Schiffes vornehmen. Die für das Schiff zuständige Konsularbehörde kann dieser Untersuchung beiwohnen.

Il est procédé seulement à l'inspection, si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que le document ne réponde plus à l'état actuel du navire [1]).

Article 106. L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée:

a) que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté;

b) que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, pourvu d'un nombre suffisant d'embarcations, qu'il ne contient rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers, que le pont est en bois ou en fer recouvert de bois;

c) qu'il existe à bord, en sus de l'approvisionnement de l'équipage et convenablement arrimés, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée déclarée du voyage;

d) que l'eau potable embarquée est de bonne qualité et a une origine à l'abri de toute contamination; qu'elle existe en quantité suffisante; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés de sorte que la distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes. Les appareils de distribution dits »suçoirs« sont absolument interdits;

e) que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de 5 litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée y compris l'équipage;

f) que le navire possède une étuve à désinfection dont la sécurité et l'efficacité auront été constatées par l'autorité sanitaire du port d'embarquement des pèlerins;

[1]) L'autorité compétente est actuellement: dans les Indes anglaises un fonctionnaire *(officer)* désigné à cet effet par le Gouvernement local (*Native passenger Ships Act*, 1887, art. 7); — dans les Indes néerlandaises, le maître du port; — en Turquie, l'autorité sanitaire; — en Autriche-Hongrie, l'autorité du port; — en Italie, le capitaine de port; — en France, en Tunisie et en Espagne, l'autorité sanitaire; — en Égypte, l'autorité sanitaire quarantenaire, etc.

Die Untersuchung allein findet statt, wenn der Kapitän schon mit einem von der zuständigen Behörde seines Landes ausgestellten Zeugnis über die Vermessung des Schiffes versehen ist, sofern nicht etwa der Verdacht vorliegt, daß das Zeugnis nicht mehr dem gegenwärtigen Zustand des Schiffes entspricht [1]).

Artikel 106. Die zuständige Behörde gestattet die Abfahrt eines Pilgerschiffs erst, nachdem sie sich über folgende Punkte Gewißheit verschafft hat:

a) daß das Schiff vollkommen gereinigt oder nötigenfalls desinfiziert worden ist;

b) daß das Schiff imstande ist, die Reise ohne Gefahr zu unternehmen, daß es gut bemannt, gut ausgerüstet, hinreichend luftig und mit einer genügenden Anzahl von Rettungsbooten versehen ist, daß es nichts an Bord enthält, was der Gesundheit oder Sicherheit der Reisenden schädlich ist oder schädlich werden kann, und daß Deck und Zwischendeck aus Holz oder aus mit Holz bedecktem Eisen sind;

c) daß an Bord, außer dem Proviant für die Schiffsmannschaft, gehörig verladene Lebensmittel und Brennmaterialien vorhanden sind, alles von guter Beschaffenheit und in solcher Menge, daß es für sämtliche Pilger und für die angegebene Reisedauer ausreicht;

d) daß das an Bord befindliche Trinkwasser von guter Beschaffenheit und durchaus unverdächtigen Ursprunges ist, daß es in hinreichender Menge vorhanden ist; daß die Trinkwasserbehälter an Bord vor jeder Verunreinigung geschützt und derart verschlossen sind, daß die Entnahme des Wassers nur mittels der Hähne oder Pumpen erfolgen kann; die Saugheber (suçoirs) genannten Apparate zur Wasserentnahme sind streng verboten;

e) daß das Schiff einen Destillierapparat besitzt, der für alle an Bord befindlichen Personen, einschließlich der Schiffsbesatzung, eine Wassermenge von mindestens 5 Liter für den Kopf und für den Tag zu liefern vermag;

f) daß das Schiff einen Dampfdesinfektionsapparat besitzt, dessen Sicherheit und Wirksamkeit durch die Gesundheitsbehörde des Einschiffungshafens der Pilger festgestellt ist;

[1]) Die zuständige Behörde ist zur Zeit: in Britisch-Indien ein von der Lokalregierung hierzu bestimmter Beamter (Officer) (Native passenger Ships Act, 1887, art. 7); — in Niederländisch-Indien der Hafenmeister; — in der Türkei die Gesundheitsbehörde; — in Österreich-Ungarn die Hafenbehörde; — in Italien der Hafenkapitän; — in Frankreich, Tunesien und Spanien die Gesundheitsbehörde; — in Egypten die Gesundheitsbehörde, usw.